INTERNATIONAL • GÉOPOLITIQUE

Philip Gordon, ancien conseiller de Kamala Harris : « Benyamin Nétanyahou a mis Donald Trump au pied du mur » en frappant l'Iran

L'ancien conseiller à la sécurité nationale de Kamala Harris critique, dans un entretien au « Monde », le concept de « paix par la force » qui sous-tend la politique étrangère américaine actuelle. Il reconnaît, par ailleurs, les erreurs de l'administration Biden, en particulier dans la guerre à Gaza.

Propos recueillis par Piotr Smolar (Washington, correspondant)
Publié le 14 juin 2025 à 17h00, modifié le 14 juin 2025 à 17h09 • Lecture 7 min.

Article réservé aux abonnés

Extrait de la série « Alice in the Land of Iran » de Babak Kazemi. Le travail de ce photographe autodidacte iranien est marqué par l'histoire du Khouzistan, sa région natale, et en particulier l'impact de la production de pétrole dans cette zone, ainsi que la guerre Iran-Irak (1980-1988). BABAK KAZEMI / SILK ROAD GALLERY

Europhile convaincu et francophone parfait, Philip Gordon était pressenti pour occuper un poste-clé dans l'administration, en cas de victoire démocrate. En avril, le diplomate a rejoint le cercle de

réflexion de la Brookings Institution. Il revient pour *Le Monde* sur les premiers mois du second mandat de Donald Trump.

Lire aussi | En direct, Israël-Iran : l'armée israélienne annonce de nouvelles attaques contre plusieurs sites sur le sol iranien

L'administration Trump semblait avoir engagé des négociations avec l'Iran sur son programme nucléaire. Le président des Etats-Unis a pourtant exprimé, vendredi 13 juin, son soutien aux frappes militaires israéliennes. A-t-il perdu patience avec la République islamique ?

Je suis sceptique face à l'idée selon laquelle Trump aurait habilement endormi l'Iran par la diplomatie avant de décider de faire respecter sa « ligne rouge » par la force militaire. Il voulait désespérément un accord nucléaire avec Téhéran et a dit publiquement, comme en privé, à Israël de ne pas attaquer. Mais un Benyamin Nétanyahou confiant a mis Trump au pied du mur, lui affirmant qu'Israël devait agir, et Trump s'est senti obligé de suivre. Il est désormais contraint de faire comme si c'était sa décision, et se retrouve à devoir défendre Israël dans une guerre qu'il ne voulait pas mais qu'il n'a pas su empêcher.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Je pense qu'un accord diplomatique pour empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire était possible. Mais Nétanyahou en a jugé autrement et a entraîné Trump avec lui.

Vous avez été le plus proche conseiller de Kamala Harris. Comment analysez-vous l'influence de son successeur au poste de vice-président, J. D. Vance, dans la formulation de la politique étrangère américaine ?

Il existe une tension, une dichotomie, au cœur du trumpisme. D'un côté, il y a la notion de puissance et de domination du monde que personne ne peut arrêter. De l'autre, l'idée qu'il faut éviter la guerre et privilégier « l'Amérique d'abord ». Trump essaie de les concilier avec le concept de « paix par la force ». Mais, il est parfois nécessaire de choisir. Prenez l'exemple de l'Iran. On peut s'opposer à toutes activités d'enrichissement d'uranium sous peine de faire usage de la force : c'est une ligne néoconservatrice classique. Ou on peut dire qu'on ne veut pas de guerre et que les interventions au Moyen-Orient sont contre-productives : cela aussi est cohérent.

J. D. Vance et d'autres appartiennent à la deuxième catégorie. Ils prônent une ligne de « l'Amérique d'abord » inspirée des années 1930, selon laquelle les guerres en Europe sont l'affaire des nations européennes, pas un problème américain. J. D. Vance l'avait souligné dès le début du conflit : il se moque de la frontière ukrainienne et veut se concentrer sur celle avec le Mexique. C'est un vice-président qui apporte de la substance et ne se contente pas de défendre les positions du chef de l'Etat. Il est entouré de personnes comme Pete Hegseth *[secrétaire à la défense]* ou Tulsi Gabbard *[directrice du renseignement]* qui, comme lui, ont servi en Irak et estiment que la politique néoconservatrice de *[George W.]* Bush a été très coûteuse en argent et en vies humaines.

Philip Gordon à l'université Reichman à Herzliya (Israël), le 24 juin 2024. GIL COHEN-MAGEN / AFP

Comment analysez-vous l'action diplomatique américaine en faveur d'une paix en Ukraine ?

Rechercher la paix est une cause juste à 100 %, mais les quatre derniers mois ont montré à quel point Trump avait tort dans son approche. Celle-ci consistait en gros à priver l'Ukraine de soutien et à concéder à la Russie ce qu'elle voulait. Trump a sous-estimé la nature maximaliste des demandes de *[Vladimir]* Poutine, ainsi que la volonté et la capacité des Ukrainiens à se défendre, malgré le risque d'un abandon américain.

Lire aussi | Trois ans de guerre en Ukraine : les Etats-Unis, du soutien au lâchage

Passer de « je vais résoudre le conflit en vingt-quatre heures » à « si c'est comme ça, je me retire », c'est l'inverse de l'art de la négociation. Dire à la Russie « signez la paix maintenant ou je vous laisse faire ce que vous voulez » ne risque pas de convaincre *[Vladimir Poutine]*. Un levier de négociation consisterait à soutenir davantage Kiev et à augmenter le prix à payer pour le Kremlin. Au lieu de cela, Trump a tourné le dos à l'Ukraine, relayant le récit russe sur la guerre et incriminant, à tort, *[Volodymyr]* Zelensky de l'avoir provoquée. C'est scandaleux. Quant à son négociateur, Steve Witkoff, il s'est montré totalement naïf, reprenant les arguments de Vladimir Poutine au fil de ses rencontres. Il s'est fait berner.

Les Européens vous semblent-ils plus conscients de la rupture que représente Trump 2 pour la relation transatlantique ?

Cette fois, oui. Et j'insiste sur le « cette fois ». Lors du premier mandat de Trump *[2017-2021]*, les Européens voulaient croire que les dégâts seraient limités, qu'il s'agissait d'une phase passagère. Ils comptaient sur « les adultes dans la pièce » autour du président, à l'image de ce qui s'est passé concernant la Russie : les propos de Trump étaient très amicaux envers Moscou, mais ses actions

assez dures. Cette fois, la réalité est cinglante. Les Européens comprennent que Trump ou le trumpisme pourrait durer, que son administration est pleine de loyalistes, favorables à une politique russe différente.

Cela n'implique pas de faire une croix sur les Etats-Unis. Les leaders européens doivent parler à Trump, tenter de le convaincre. Chez nous, concernant la sécurité nationale, on utilise parfois l'expression « multilatéral quand nous le pouvons, unilatéral quand nous le devons ». En Europe, ce serait « transatlantique quand nous le pouvons, Européens quand nous le devons » – comme pour l'Ukraine.

Lire aussi | Cent jours de Trump : la sidération des alliés européens face au mépris du président des Etats-Unis

Les Européens ne peuvent plus se bercer d'illusions sur la permanence des valeurs démocratiques qui ont défini l'après-seconde guerre mondiale *[en Occident]*. Le trumpisme s'éloigne de cette culture commune, même si ce n'est pas forcément définitif. Par le passé, d'autres présidents ont souvent fait craindre ce changement. On disait ainsi que les origines californiennes de *[Richard]* Nixon *[1969-1974]* ou que le fait que *[Barack]* Obama *[2009-2017]* n'appartenait pas à la génération post-guerre allaient changer leur perspective. Cela s'est toujours révélé faux : tous les présidents ont opté en faveur d'un engagement américain dans le monde, au nom de normes et de valeurs méritant d'être défendues. Trump ne croit pas en celles-ci. Je pense qu'il est nostalgique d'un monde où les grands leaders étendaient leur territoire national et leur puissance, y voyant ainsi leur héritage – de façon assez similaire à Poutine ou à Xi Jinping *[le président chinois]*. Je ne m'attends pas à ce que le Panama, le Canada ou le Groenland soient annexés par les Etats-Unis, mais cela ne veut pas dire que Trump n'utilisera pas la menace pour leur extorquer quelque chose.

Lire aussi le décryptage | Le Groenland, un territoire arctique convoité

L'un des volets les plus contestés de la politique étrangère de Joe Biden a été son laisser-faire par rapport à la guerre à Gaza…

La guerre à Gaza est une tragédie monumentale à tant de niveaux. Comme ancien membre de l'administration Biden, je dois reconnaître que nous avons échoué à protéger les civils *[palestiniens]* et à assurer une livraison d'aide humanitaire suffisante. Nous avons essayé de soutenir le droit d'Israël à se défendre, tout en minimisant les victimes civiles et en maximalisant les objectifs humanitaires. Nous n'y sommes pas parvenus car ces principes étaient en conflit. Nous n'avons pas réussi à pousser le gouvernement israélien à faire le nécessaire à Gaza en matière humanitaire.

Parce que vous n'en aviez pas les moyens, ou parce que vous refusiez de les utiliser ?

Les deux. Dans les jours qui ont suivi l'attaque du 7-Octobre, le ministre de la défense israélien *[Yoav Gallant]* avait annoncé la suppression de l'approvisionnement en nourriture, en eau et en électricité dans la bande de Gaza. Nous avions dit : « C'est hors de question. » Puis l'aide humanitaire était entrée lentement, en quantité insuffisante. C'est une tragédie. Mais nous avions activé des leviers pour nourrir et protéger les civils. Dans les derniers jours de l'administration Biden, nous avions obtenu la libération d'otages et un cessez-le-feu, qui a ensuite été rompu par Israël. L'aide humanitaire a alors été interrompue, et Israël a commencé à occuper le territoire, dans l'indifférence de Trump.

Lire aussi | Affaires et paix : la doctrine Trump à l'épreuve des réalités au Moyen-Orient

Israël est-il engagé dans une opération de nettoyage ethnique ?

Israël est impliqué dans une campagne qui provoque beaucoup trop de victimes civiles et qui conduit au déplacement massif d'une population, soumise à la famine.

Voyez-vous une cohérence dans la politique commerciale de cette administration, fondée sur les droits de douane ?

L'objectif n'a jamais été clairement défini. S'agit-il d'augmenter les revenus grâce aux droits de douane ? On peut débattre de cette approche, mais elle a le mérite d'être cohérente. En revanche, on ne peut pas, en même temps, se dire prêt à suspendre ces droits de douane si l'on obtient un bon « deal ». C'est l'un ou l'autre. Soit l'on veut un changement structurel visant à protéger l'industrie américaine et générer des revenus, et alors il ne peut y avoir de négociations. Soit ces droits servent de mesure punitive pour forcer les autres pays à changer leurs pratiques commerciales – ce qui est également cohérent, du moins en théorie. Mais on ne peut pas mener ces deux stratégies en même temps. Or, les explications de cette administration ne cessent de fluctuer.

Donald Trump a placé la politique migratoire au cœur de son action. Avez-vous des regrets par rapport à la gestion de cette question par l'administration Biden ?

Oui. A l'époque, l'opinion américaine était claire, estimant que trop de migrants étaient autorisés à vivre dans le pays. L'administration Biden a essayé de gérer cette question, en utilisant par exemple le Title 42 *[dispositif du code sanitaire hérité de l'ère Covid-19, permettant des expulsions immédiates]*. Mais l'aversion à l'égard de l'action de Trump pendant son premier mandat – construction du mur frontalier, séparation des enfants de leurs parents – a mené le Parti démocrate dans son ensemble à prendre la direction opposée. Il a donné l'impression d'être favorable à des frontières ouvertes, alors qu'il ne l'était pas : beaucoup de migrants ont été expulsés.

L'ironie dans tout ça, c'est qu'en juin 2024 Joe Biden a pris des décrets présidentiels qui ont provoqué une chute vertigineuse des entrées à la frontière mexicaine. Mais il était trop tard. Une fois candidate, Kamala Harris a promis de conserver ces mesures strictes, sans expliquer pourquoi elles n'avaient pas été appliquées plus tôt. Cela dit, elle a aussi mis en avant la proposition de loi bipartisane au Congrès, qui aurait renforcé les moyens à la frontière et le traitement des demandes d'asile. Trump a tué ce texte pour des raisons purement politiques. Et maintenant, il utilise honteusement les manifestations contre ses propres politiques migratoires comme prétexte pour déployer les marines à Los Angeles, en violation manifeste de la Constitution.

Lire aussi | Los Angeles, terre de l'affrontement entre Donald Trump et le gouverneur de Californie, Gavin Newsom

Retrouvez l'intégralité de nos dossiers géopolitiques ici.

Piotr Smolar (Washington, correspondant)

Jeux

Découvrir

Mots croisés mini

Profitez tout l'été de grilles 5x5 inédites et ludiques, niveau débutant

Mots croisés

Chaque jour une nou
grille de Philippe Du